

LRD

L'imposture de « l'économie de la connaissance »

Lors d'une célèbre conférence donnée à l'Université de Cambridge le 7 mai 1959, le haut fonctionnaire et écrivain britannique C.P. Snow fit la prédiction suivante : lorsque la révolution scientifique aura fécondé la révolution industrielle – ce qui ne saurait tarder, estimait-il –, la société industrielle cessera de tâtonner, elle ne procédera plus par essai-erreur, car elle se fondera sur les certitudes de savoirs scientifiques plus fiables que jamais.

La société industrielle redoublera alors d'efficacité, promet C.P. Snow, qui discernait dans la chimie une discipline à la pointe de ce gage d'avenir radieux. Bref, prévenait-il son auditoire et ses futurs lecteurs, vous allez voir ce que vous allez voir...

Ce jour-là, C.P. Snow en a aussi profité pour cristalliser la thèse des deux cultures qui était dans l'air et qui, depuis, a fait le tour du monde. Il existe fondamentalement deux cultures, constatait ce scientifique de formation, la littéraire et la scientifique, et elles se regardent en chiens de faïence. Et si la révolution industrielle est si mal acceptée, poursuivait-il, c'est parce que, fiers de leur ignorance, « Luddites naturels », les littéraires ne comprennent rien aux sciences et aux technologies¹.

Un demi-siècle plus tard, la thèse qu'un déficit de culture scientifique dans la société explique la contestation à l'égard de certains choix scientifiques et technologiques a toujours cours, envers et contre toutes les évidences. A entendre bien des chercheurs, les critiques récurrentes à l'égard de ces choix – à commencer, bien sûr, par ceux des organismes génétiquement modifiés (OGM) actuels et de l'énergie nucléaire – seraient sans fondement objectif.

Un seul côté de la médaille du savoir

Le cas de la chimie illustre à quel point le malentendu est total. Car dans ce secteur, la société ne fonctionne précisément pas sur la base d'une connaissance irréprochable de la chaîne d'événements que les milliers de substances relâchées dans la nature induisent dans les écosystèmes et sur la santé humaine, mais flotte au contraire sur un océan d'ignorance.

En se fondant sur ce qu'elle appelle l'« économie de la connaissance », l'époque actuelle, qui a bel et bien vu la révolution scientifique féconder la révolution industrielle, voue un culte à l'innovation. Ses institutions sont conçues pour favoriser la production de « cerveaux » dans les technologies de pointe, la protection des inventeurs, la création de pépinières de jeunes pousses, l'obtention de fonds ad hoc pour les soutenir, etc.

Mais – et c'est là tout le problème – cette « économie de la connaissance » ne cultive sérieusement qu'un seul côté de la médaille du savoir. Elle n'apporte pas le même soin à connaître son revers : les effets en cascade de l'extension débridée de cette innovation. Que se passe-t-il en aval de la chaîne ? « Nos œuvres nous quittent et parfois nous menacent », résume le philosophe des techniques Philippe Roqueplo². Pour la bonne raison que la société ne fait pas tout pour en comprendre le devenir.

Pourquoi ? Sans doute pour deux raisons complémentaires. L'une est l'idéologie dominante : les faiseurs d'opinion – économistes gourous et journalistes – et l'écrasante majorité des politiques sont rivés sur la face claire de la société du savoir. Sa face sombre est tellement moins agréable à assumer qu'ils s'en détournent, s'en désintéressent. Bref, ils ne veulent justement pas le savoir.

L'autre raison fondatrice est l'intérêt bien senti de ceux qui influencent le plus la législation, car ils en ont les moyens financiers : les industriels. Dans le cas de l'amiante, des associations de malades ont mis en avant des études accusatrices. L'industrie de l'amiante a tout fait pour les discréditer et le politique a entraîné les pieds.

Pendant des années, l'industrie du tabac a financé des scientifiques à seule fin de contredire les études pointant les effets délétères de la cigarette. Quant au lobby du pétrole, il a versé des sommes folles à des organismes de « recherche » qui nient la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique.

Avec la chimie, ce scénario lassant se répète une fois encore. Alors que des faisceaux de présumption très convaincants mettent en garde quant au caractère toxique ou nocif de dizaines de substances, l'industrie du secteur mobilise une expertise contradictoire qui garantit que le brouillard s'épaissit encore davantage.

Cinquante ans plus tard

Mais les connaissances manquent à un niveau plus fondamental encore. Pourquoi la mortalité par cancer du poumon ou de la vessie est-elle plus grande en Seine-Saint-Denis qu'au niveau national ?

En France, premier consommateur européen de produits phytosanitaires, il n'existe pas d'étude nationale sur le risque de cancer en milieu agricole.

Au pays de Descartes, le manque de volonté de savoir se manifeste aussi dans le fait que la toxicologie, discipline si essentielle pour comprendre de quoi il retourne, est « sinistrée ». C'est un fait incontestable que, sur ce plan, la puissance publique est défaillante.

Alors, économie de la connaissance ou économie de l'ignorance ? La réponse varie si l'on rend visite aux spin-off d'un campus bien coté ou à un centre de traitement du cancer... aussi bien pourvu soit-il en dernières technologies médicales.

Il est facile de jouer au jeu des prédictions qui, cinquante ans plus tard, se révèlent totalement fausses. Mais l'erreur d'analyse que C.P. Snow commet en 1959 est monumentale. A certains égards, jamais la société n'a autant tâtonné qu'en 2009. Et plus encore, jamais elle n'a autant joué avec le feu.

C'est un choix. Il en est d'autres. ■

1) *The Two Cultures and the Scientific Revolution*, Canto, Cambridge University Press, 1993.

2) *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*, Editions Inra, coll. Sciences en questions, 1997.

Nos œuvres
nous
quittent